



l'avenir.net

Il est temps de passer à table !

Le recours juridique en ligne de mire? «Avant de sortir une arme, on analyse les failles des circulaires, il y a certains éléments qui pourraient faire face à des procès – verbaux.

Je veux privilégier la concertation avec le politique. Quatre réunions dans des cabinets ont eu lieu dernièrement. Je vois le secrétaire d'état à la fraude, [Bart Tommelein](#), dans dix jours. Chacun est conscient de l'urgence de se plancher sur un plan horeca spécifique, les politiques sont à l'écoute.» Il cite en particulier [Willy Borsus](#).

[Thierry Neyens](#), n'est pas né de la dernière pluie. Pas de déclaration incendiaire, il sait que ce n'est pas dans la presse qu'on négocie. La manif de mardi et les rencontres dans les cabinets sont passées par là. Son ton ferme se veut plus ouvert que lors de la prise de rendez-vous téléphonique.

Il dit tout le malaise du secteur suite à la loi antitabac, les normes [AFSCA](#), la baisse des repas d'affaires, la crise: *«C'est un cumul d'éléments qui fragilisent l'entreprise sur une corde raide. La caisse peut, à la limite doit être implémentée, cela fait partie d'un accord en 2009».*

Il prône des mesures compensatoires, un taux de TVA réduit pour les boissons non-alcoolisées, une flexibilité des heures supplémentaires. *«Au GDL, le taux de TVA sur les plats et les boissons non alcoolisées est de 3%, on a un problème de compétitivité».*